

Stationnement : un manque à gagner de plus de 100 millions d'euros pour Hidalgo



Les recettes de stationnement n'ont été à la hauteur des attentes de la mairie de Paris cette année. Un énorme manque à gagner pour la capitale et sa maire socialiste, Anne Hidalgo.

Avec Atlantico.fr

C'est une nouvelle dont la maire de Paris, Anne Hidalgo, se serait bien passée. Alors que le Conseil de Paris a débuté ce mercredi 14 octobre, [Le Parisien](#) révèle que quelque 115 millions d'euros manqueraient aux caisses de la mairie de Paris. En cause, les recettes de stationnement dans la ville, qui ont rapporté beaucoup moins qu'espéré à la municipalité.

Les sociétés prestataires pointées du doigt

Anne Hidalgo voulait pourtant bien faire, au 1^{er} janvier dernier, en augmentant notamment le prix de l'amende, passée de 17 à 50 euros, et en confiant le contrôle du stationnement à deux entreprises privées, Moovia et Streeteo. Si la proportion des automobilistes à payer leur ticket de stationnement en a été affectée, passant de 9% à 20%, ce n'était visiblement pas assez pour la mairie de Paris, qui va devoir s'asseoir sur près de 115 millions d'euros.

Comme le rapporte [Le Parisien](#), une note des services des finances rédigée en mai dernier faisait état d'un objectif de plus de 330 millions d'euros avec ce nouveau système de stationnement. Or, seulement 218 millions ont atterri dans les caisses de la municipalité, laissant là une ardoise de 115 millions dans le budget de l'année 2018. Selon les services des finances, cet écart est à imputer au "faible nombre de contrôles" effectués par les sociétés prestataires. L'une d'elles, Moovia, a démenti, assurant avoir "respecté les objectifs fixés".

La "faisabilité" du projet faisait débat en interne

Mais l'explication pourrait aussi se trouver dans un changement de comportement de la part des automobilistes. En raison de l'augmentation du prix des amendes, de plus nombreuses places de stationnement auraient été laissées libres, faisant de ce fait baisser le nombre de véhicules enlevés par la fourrière.

À en croire un élu de la majorité interrogé par le quotidien, ce décalage entre les recettes attendues et les recettes réelles était à prévoir. Il fait ainsi état de l'existence d'un "débat au sein de l'exécutif mais aussi de l'administration": "Nous étions un certain nombre à douter de la faisabilité des 300 millions d'euros de recettes inscrites au budget", explique-t-il.